ACTE D'ENGAGEMENT

NOM DU CANDIDAT :

Maintenance des installations électriques, alarme anti-intrusion, ventilation et extraction du lycée Lama-prévot :

LYCEE POLYVALENT LAMA-PREVOT
La Proviseure

Le présent acte d'engagement comporte 6 pages numérotées de 1 à 5.

ARTICLE 1 : IDENTIFIANTS

1.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet la : MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES, ALARME ANTI-INTRUSION VENTILATION ET EXTRACTION DU LYCEE E.LAMA-S.PREVOT

1.2. Pouvoir adjudicateur et service qui passe le marché

Lycée polyvalent E. LAMA – S. PREVOT – BP 20422 – 97329 CAYENNE CEDEX

1.3. Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Mme MARTIN Michèle, Proviseure

1.4. Personne habilitée à donner les renseignements

Mme MARTIN Michèle, Proviseure
Lycée polyvalent E. LAMA – S. PREVOT – BP 20422 – 97329 CAYENNE CEDEX

1.5. Comptable assignataire

Monsieur CETOUTE Cléus, Agent comptable du lycée polyvalent E. LAMA – S. PREVOT

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Je soussigné (nom, prénom) :
agissant au nom et pour le compte de: (intitulé complet et forme juridique de la société)
domicilié : n° de téléphone : E-mail :
ayant son siège social à :(adresse complète et n° de téléphone)
Immatriculation à l'INSEE :

- n° d'identité d'entreprise (SIREN 9 chiffres) :
- code d'activité économique principale (APE) :
- numéro d'inscription au registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Particulières et des documents qui y sont mentionnés, que je déclare accepter sans modifications ni réserves.

Après avoir établi les déclarations et fourni les certificats prévus aux articles R2143-6, R2143-7, R2143-8, R2143-9 et R2143-10 du code de la commande publique,

1°) M'engage, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées, objet du marché, au prix ci-dessous, dans les conditions définis dans l'annexe de l'acte d'engagement concernant les modalités de formation , les garanties et le service après-vente : Voir annexes financières

Mon offre me lie pour la durée de validité des offres indiquée dans la lettre de consultation soit 90 jours.

2°) Affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie, à mes torts exclusifs, ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle j'interviens, que je ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup de l'interdiction des articles L2141-1 à L2141-14 du Code de la Commande Publique.

3°) Atteste sur l'honneur être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

4°) Demande que l'administration règle les sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :

Bénéficiaire :
Etablissement tenant le compte du bénéficiaire :
Code banque :
Code guichet :
Numéro du compte :
Clé R.I.B. :
IBAN :
BIC :

A, , le

Nom : Signature (précédée de la mention " Lu et approuvé ") et cachet de la société

ARTICLE 3 : ACCEPTATION DE L'OFFRE

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement. ***Voir annexes financières***

A Rémire-Montjoly, le

Le Pouvoir Adjudicateur
La Proviseure,

Michèle MARTIN

ARTICLE 3 : NOTIFICATION DU MARCHE

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en opérateur économique.

Elle consiste en la remise d'une photocopie certifiée conforme du marché à l'opérateur économique. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, joindre au présent acte d'engagement l'avis de réception postal, daté et signé par l'opérateur économique.

En cas de remise en main propre, l'opérateur économique signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie conforme du présent marché »

A Rémire-Montjoly le .....

Nom :

Signature, et cachet de la société :

CADRE POUR FORMULES DE NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE

Copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément
à la loi n°81-1 du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises (2)

A Rémire-Montjoly le

Le Pouvoir Adjudicateur (3),

A remplir si un sous-traitant bénéficiant du paiement direct est désigné en cours de marché.

La part de prestations que l'opérateur économique n'envisage pas de confier à des sous-traitants admis au paiement direct est ramenée à € environ.

A Rémire-Montjoly, le

Le Pouvoir Adjudicateur,

(1) A remplir par l'administration en original sur une photocopie.

(2) A compléter en cas de cotraitance ou de sous-traitance par les mots : " ... en ce qui concerne la partie des prestations évaluées à ...€ et devant être exécutées par ... " (nom du titulaire, du cotraitant ou du sous-traitant, chacun recevant une photocopie comportant la formule d'exemplaire unique avec cantonnement à sa part).

(3) Date et signature originale.